

DANS L'ACTUALITE du 14 au 17 novembre 2014

### Textes officiels

JORF n° 0265 du 16 novembre 2014

Installations classées pour la protection de l'environnement ; demande d'autorisation ; contenu de l'étude d'impact ; analyse coûts-avantages de l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid

[Décret n° 2014-1363 du 14 novembre 2014 visant à transposer l'article 14.5 de la directive 2012/27/UE relatif au raccordement d'installations productrices d'énergie fatale à des réseaux de chaleur ou de froid](#)

Une nouvelle conseillère adjointe à l'énergie, l'environnement, les transports et le logement à l'Elysée

[Arrêté du 13 novembre 2014 portant nomination à la présidence de la République](#)

JORF n° 0263 du 14 novembre 2014

Conditions de désignation des membres et modalités de fonctionnement de la commission syndicale spéciale chargée de représenter la commune en justice en l'absence de commission syndicale

[Décret n° 2014-1356 du 12 novembre 2014 relatif à la création d'une commission syndicale spéciale chargée de représenter en justice la section de commune](#)

## **Projet de loi**

Maintien temporaire de l'opposabilité des objectifs et orientations d'un SCOT approuvé lorsqu'une commune se retire du périmètre du schéma

[Proposition de loi visant à maintenir temporairement l'opposabilité des objectifs et orientations d'un schéma de cohérence territoriale approuvé lorsqu'une commune se retire du périmètre du schéma n° 2339, déposée le 5 novembre 2014](#)

Abrogation de l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme relatif aux marges de recul le long des voies de circulation

[Proposition de loi visant à abroger l'article L. 111-1-4 du code de l'urbanisme relatif aux marges de recul le long des voies de circulation n° 2334, déposée le 5 novembre 2014](#)

## **Jurisprudence**

Contentieux électoral

[CE 14 novembre 2014 \*Monsieur E.\*, req. n° 382056](#)

[CE 14 novembre 2014 \*Monsieur G.\*, req. n° 382218](#)

Notion de commune littorale pour l'application de l'article L.146-1 du code de l'urbanisme

[CE 12 novembre 2014 \*commune de Pont-Aven\*, req. n° 369147](#)

## **Vu par ailleurs**

Contrat public

Lancement d'une consultation publique sur le projet de décret fixant le montant de la dotation initiale des fonds de dotation, prévue à l'article 85 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

[Nous vous invitons, jusqu'au vendredi 28 novembre inclus, à faire parvenir vos remarques sur le projet de décret.](#)

Source : DAJ du 17/11/2014

Urbanisme

**Le groupement Icade-Besix-Cofely attributaire pressenti pour construire le futur stade de la FFR**

[Une période exclusive de plusieurs mois s'ouvre entre la FFR et le groupement Icade – Besix – Cofely GDF Suez afin de finaliser le contrat et ses annexes.](#)

Source : le Moniteur du 14/11/2014

Environnement

**Loi Littoral : montée d'une troisième vague de contentieux indemnitaire**

[La commune de Trébeurden, dans les Côtes-d'Armor, vient d'être condamnée à verser 130.000 euros d'indemnités pour avoir délivré des permis de construire non conformes à la loi Littoral. Un cas loin d'être isolé. Face à cette montée du contentieux indemnitaire, comment se prémunir ? Et comment en est-on arrivé là ?](#)

Source : localtis.info du 14/11/2014

**Certificats d'économies d'énergie pour l'équilibrage des systèmes de chauffage : l'arrêté annulé**

[Le Conseil d'Etat a annulé vendredi 14 novembre l'arrêté du 4 juin 2013 qui accordait des certificats d'énergie pour la pose et le réglage d'organes d'équilibrage neufs, en pied de colonne et/ ou au niveau des logements, effectués par un professionnel.](#)

Source : le Moniteur du 14/11/2014

**La transition énergétique, l'une des priorités des fonds européens**

[Lors d'un séminaire sur le lancement des fonds européens structurels et d'investissement FESI, vendredi 14 novembre, à Montpellier, la ministre du Logement s'est félicitée de la part qui sera consacrée à l'habitat.](#)

Source : le Moniteur du 14/11/2014

## L'Anah fournit les clés de l'évaluation énergétique

[L'Agence nationale de l'habitat \(Anah\) vient de publier un guide professionnel sur l'évaluation énergétique des logements, qui doit être le "point de départ" de tout projet de rénovation énergétique, rappelle l'Agence.](#)

Source : localtis.info du 14/11/2014

Collectivité territoriale

## Métropole du Grand Paris: les territoires veulent gagner en autonomie

[Le 14 novembre, le conseil des élus de la mission de préfiguration de la métropole du Grand Paris a validé un projet de réécriture de l'article 12 de la loi Maptam. Des discussions vont maintenant s'engager avec le gouvernement et les parlementaires avant le dépôt d'un amendement lors de la discussion du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République.](#)

Source : le Moniteur du 14/11/2014

**Pôles de compétitivité : les régions prêtes à prendre les rênes... avec les ressources nécessaires !**

[Les crédits des pôles de compétitivité ont été réduits à deux reprises ces derniers jours : une coupe de 15% dans leurs crédits de fonctionnement, initialement prévue à hauteur de 30%, et une baisse de 30 millions d'euros de l'enveloppe destinée aux projets structurants des pôles. Des signes d'un éventuel passage de relais de l'Etat aux régions. Celles-ci sont prêtes, sous réserve qu'elles aient les ressources nécessaires... Rendez-vous est pris le 10 décembre avec le ministre de l'Economie.](#)

Source : localtis.info du 14/11/2014

Transport

**Bouygues décroche le premier téléphérique urbain de France**

[Brest a retenu le projet du groupement de conception et de réalisation porté par Bouygues Construction et BMF pour la réalisation du téléphérique urbain qui permettra de relier les deux rives de la Penfeld.](#)

Source : le Moniteur du 14/11/2014

### **Vu dans les revues**

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 178 – novembre 2014 p.12, *Les nouvelles compétences des intercos à l'issue de la loi Maptam ?*, par Laure Dufaud

Les cahiers juridiques de la Gazette n° 178 – novembre 2014 p.15, *L'assouplissement des outils d'aménagement*, par Jean-Christophe Lubac et Caroline Lubac

CP Construction et urbanisme – Bull. n° 458 – novembre 2014, *Toujours plus dans le PLU pour sauvegarder les terres agricoles*, par Laurence Guittard

La gazette des communes n°43/2245 du 17 novembre 2014 p.54, *Milieux aquatiques et gestion des risques d'inondation*, par Pierre-Stéphane Rey et Simon Rey

La gazette des communes n°43/2245 du 17 novembre 2014 p.58, *Délégation de service public – Gérer les difficultés entre délégataire et usagers*, par Arnaud Paturat

### **Colloque / séminaire**

- ▶ 97e Congrès des maires de France - salon des maires et des collectivités locales

Les 25, 26 et 27/11/2014, Paris – Porte de Versailles

### [Informations et Inscription](#)

- ▶ Forum des intercommunalités quelle place dans la réforme territoriale ?

Le 16 Décembre 2014 à l'Hôtel d'Evreux, 19 Place Vendôme - 75001 PARIS

### [Informations et inscription](#)

## Presse

Paris : ces projets d'urbanisme qui traînent en longueur

[Tour Triangle, Samaritaine, Roland-Garros... Passage en revue des chantiers qui, pour cause de recours ou autres raisons diverses, ont pris beaucoup de retard voire n'ont même pas commencé.](#)

Source : les Echos du 17/11/2014

Décision cruciale attendue sur le sort de la tour Triangle

[Le Conseil de Paris vote ce lundi sur ce projet controversé de construction d'un immeuble de bureaux haut de 180 mètres. Privée des voix écologistes, la maire de Paris, Anne Hidalgo, n'est pas sûre de l'emporter.](#)

Source : les Echos du 17/11/2014

Plaidoyer du patron de la FNAC pour le travail dominical

[Le président-directeur de Groupe Fnac, Alexandre Bompard, va demander que les commerces de biens culturels puissent ouvrir tous les dimanches.](#)

Source : le Monde du 17/11/2014

Législation : le CNCC met en garde contre le décret de la loi ACTPE sur l'urbanisme commercial

[Le Conseil National des Centres Commerciaux \(CNCC\) met en garde les promoteurs contre le décret de la loi ACTPE \(Artisanat, Commerce et Très Petites Entreprises\). Sont contestés notamment : les coûts induits par l'inscription de l'ensemble de la procédure d'autorisation dans celle du permis de construire.](#)

Source : les Echos de la franchise du 14/11/2014